

Les stratégies d'information et de communication de l'Union des Populations du Cameroun de 1948 à 1971

Betga Djenkwe, Noël Lavalliere

Département d'histoire, Université de Ngaoundéré

Courriel : noelbetga@yahoo.fr

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'Organisation des Nations Unies (ONU) remplace la Société Des Nations (SDN). Elle recommande aux puissances coloniales signataires de la Charte de l'Atlantique de conduire leurs colonies à l'autodétermination. C'est donc en application de cette recommandation que sont créés au Cameroun sous administration française, des syndicats et des partis politiques parmi lesquels l'Union des Populations du Cameroun (UPC). Créé en 1948, ce parti opte pour une action révolutionnaire. Celle-ci allant à l'encontre des dispositions de la France, il s'établit alors un ordre répressif qui ne s'accorde d'aucune forme d'expression ouverte sur la gestion des affaires d'intérêt commun du Cameroun. L'analyse de cette situation met donc en exergue les stratégies d'information et de communication utilisées par cette organisation politique de 1948 à 1971 pour se déployer. Aussi, cette étude traite-t-elle des mécanismes de l'UPC visant à créer et articuler les relations sociales au Cameroun, en vue de servir ses objectifs politiques, sociaux ou économiques.

Mots clés : *UPC, information, communication, stratégies, impacts.*

The Information and Communication Strategies of the Union of the Peoples of Cameroon from 1948 to 1971

After the Second World War, the United Nations organization replaced the League of Nations. The latter, recommended colonial powers that signed the Atlantic charter, to lead their colonies to auto-determination. Following that perspective, were created, under the French administration, syndicates and political parties among which Union des Populations du Cameroun (UPC). Created in 1948, that party chose a revolutionary way of acting. Contesting French authority, a repressive order, promoting arbitrariness, as concerns the common interest of Cameroon. The analysis of such situation shows how far information and communication were mobilized during that period by this political organization from 1948 to 1971. Also, the present study the mechanisms of UPC to create and articulate social relationships in Cameroon.

Keywords: *UPC, information, communication, strategies, impact.*

Les stratégies d'information et de communication de l'Union des Populations du Cameroun de 1948 à 1971¹

Betga Djenkwe, Noël Lavalliere

Introduction

Les stratégies d'information et de communication sont l'ensemble d'actions organisées d'un acteur social, politique ou économique consistant à créer et articuler des relations sociales à travers la transmission de messages porteurs de représentations auprès d'un ou de plusieurs destinataires, dans le but de servir les objectifs politiques, sociaux ou économiques de l'acteur concerné (Briec Le *et al*, 2007 : 9). Dans le contexte de la décolonisation du Cameroun sous administration française, la vie politique a été fortement marquée par ce fait social. A cet effet, différents camps antagonistes ont combiné des actions en vue de servir leurs objectifs. Parmi eux, se distingue l'Union des Populations du Cameroun (UPC). En effet, dès sa création en 1948, elle investit le champ politique camerounais par la conscientisation des masses, en vue de la revendication de la réunification du Cameroun sous administration française et du *British Cameroons* et de l'indépendance du *Kamerun*.² Combattue d'abord par l'administration coloniale française, ensuite par la nouvelle administration camerounaise après l'indépendance en 1960, elle utilise à son profit la fonction information et communication, non pas comme une aide à la stratégie, mais comme une partie intégrante de cette dernière. A cet effet, elle se place au-devant de la scène politique, premièrement en tant que force politique capable de faire face au néocolonialisme, deuxièmement comme mouvement armé pouvant infliger de sérieux revers politiques, médiatiques et militaires aux autorités en place. Toutefois, ce travail met en exergue le problème de l'usage par une organisation politique des outils de l'information et de la communication à des fins de manipulation, de persuasion, de feinte, de dissuasion, ou de propagande. Il se pose alors la question de savoir quelles sont les actions coordonnées par l'UPC visant à créer et articuler les relations sociales au Cameroun, en vue de servir ses objectifs politiques, sociaux ou économiques. Il s'agit, à travers cette étude, d'analyser dans un contexte historique précis, les systèmes de représentations dont disposent des acteurs, contemporains de celui-ci, à partir desquelles ils conçoivent leurs actions. En outre, le processus de communication mis en œuvre par l'UPC étant essentiellement fondé sur la

¹ This was originally published in Adama, Hamadou (éd.), 2016, *Traditions historiques et développement, Mélanges offerts aux Professeurs Thierno Mouctar Bah et Eldridge Mohammadou* (Annales de la FALSH, Numéro spécial Volume XV), pp. 373-388, Université de Ngaoundéré, Cameroun.

² Ecriture allemande du Cameroun.

rhétorique, notre analyse s'appuiera sur les modèles statiques ou linéaires définis par Aristote et Lasswell (Buhler, 1974 : 35-37). Ces schémas, en mettant en situation un émetteur, un récepteur et un discours, visent la persuasion. Seuls ne comptent que l'orateur et son discours, l'auditoire n'étant qu'un objet de manipulation de la part de l'orateur. Dans ce cas, la communication permet la transformation et le conditionnement des esprits et des consciences. On parle alors « de viol des consciences », conception traduisant l'existence d'un public passif, suiviste, manipulable à merci. Cependant, l'étude de ce phénomène social impliquant aussi bien les données de sociologie et de science de la communication que d'histoire, notre analyse sera pluridisciplinaire. Il s'agit là, d'une juxtaposition de ces disciplines (sociologie et sciences de la communication), connexes à l'histoire devant permettre de cerner les contours de l'objet d'étude. Sur cette base, il est question premièrement, afin de comprendre les stratégies d'information et de communication de l'UPC, de mettre en exergue son institutionnalisation au sein du parti, deuxièmement, d'identifier les outils et les techniques ayant favorisé la diffusion des messages, troisièmement, d'apprécier l'impact de ces stratégies sur les masses. Concernant la dynamique historique, les bornes définies renvoient, pour ce qui est de 1498, à la création du parti, et 1971, à l'assassinat de son dernier leader charismatique.

L'institutionnalisation de l'information et de la communication au sein de l'Union des Populations du Cameroun (UPC)

Dans le cadre du jeu politique, la gestion de l'opinion constitue un enjeu stratégique pour les organisations sociales ou politiques. Ainsi, étant en situation de compétition, ces dernières mettent en place des stratégies de gestion de l'information pour instaurer des relations de communication favorables à leurs vues. Le cas qui nous intéresse ici est celui de l'UPC. Il s'agit, dans le cadre de cette étude, de voir comment ce parti a élaboré son système de communication, afin d'atteindre ses objectifs sociaux et politiques. Pour y parvenir, il importe de s'appesantir sur le contexte de création de l'UPC et celui de la mise sur pied de ses organes d'information et de communication.

L'UPC et son programme politique

Avant 1948, l'évolution politique est marquée au Cameroun par la création des associations politiques et ethniques : la Jeunesse camerounaise française (JEUCAFRA) et l'Union camerounaise française (UNICAFRA), le *Kumsze*, le *Ngondo* et l'*efoula-meyong* fang. Cependant, ces organisations politiques et sociales ne s'intéressent pas véritablement aux besoins d'émancipation des Camerounais. Il s'agit donc à cette époque, d'un processus d'union

des élites contrôlées par l'administration coloniale. Leurs activités politiques ne suscitent donc aucun enthousiasme. Ainsi, la violation des principes de l'accord de tutelle³ par la France, à laquelle s'ajoutent quelques abus, ne sont pas remis en cause par la plupart des Camerounais. Rares sont ceux qui s'intéressent à ces questions. Face à ce système politique « stérile », une tendance progressiste animée par des Camerounais sous influence de quelques communistes français se manifeste et ceci, à la faveur du contexte international post-guerre. De ce fait émerge le mouvement syndical au Cameroun dont l'objectif est de prendre le dessus sur ces organisations pour la plupart pro-coloniales. Une compétition s'ouvre alors en 1947 entre les syndicalistes et les autres acteurs politiques, donnant naissance au Rassemblement Camerounais (RACAM). Il s'agit là du premier mouvement politique camerounais en rupture avec le pouvoir français (Deltombe *et al.*, 2012 : 77). Contrairement aux associations qui jouent le jeu de la France, ce mouvement s'oppose au colonialisme. Cependant, sa faible audience sur l'ensemble du territoire ainsi que l'hostilité de l'administration française causent sa mort. Néanmoins, la détermination des Camerounais de mettre sur pied un mouvement de libération suscite le lancement d'une nouvelle organisation politique de masse qui voit le jour le 10 avril 1948, par une poignée d'intellectuels et de syndicalistes camerounais (Jacques Ngom, Leonard Bouli, Libaï Etienne et autres)⁴ à l'Union des populations du Cameroun (UPC). Leur but, à travers ce parti, est donc de « grouper et unir les habitants du territoire en vue de permettre l'accession de peuples du Cameroun à la formation d'une fédération par la réalisation d'un programme politique de démocratisation rapide, d'émancipation des populations exploitées par les trusts coloniaux et d'élévation de leur standard de vie » (Deltombe *et al.*, 2012 : 78).

En effet, l'UPC naît dans un contexte international d'après-guerre, certes favorable à l'évolution des peuples colonisés, mais interne hostile à l'éveil des nationalismes. C'est ce qui explique sa lente légalisation par l'administration française. Toutefois créée, l'UPC entend gagner du terrain et influencer fortement la vie politique au Cameroun. Elle se détache donc de la doctrine des luttes des classes développée par les mouvements syndicalistes et présente un message nouveau résumé en deux points : l'unification du Cameroun sous administration française et du *British Cameroons* et évolution vers une indépendance complète, conformément aux termes de la Charte des Nations Unies. Son déploiement suit les variations

³ En effet, les principes des accords de tutelle entre les puissances tutrices et l'ONU stipulaient que la gestion des territoires sous tutelle devait résulter d'un consensus entre les puissances tutrices et les peuples du territoire concerné et favoriser leur accession à l'indépendance. Ces principes furent violés par la France qui ne tint pas compte de l'avis des Camerounais pour intégrer le Cameroun sous administration française au territoire français. En plus de cela, son système de management mis en place ne favorisait pas véritablement le plein épanouissement des Camerounais sur tous les plans : politique, économique et social. Fortement opposée à l'intégration de cette partie du Cameroun dans le giron français de par son statut particulier, l'UPC attaqua l'article 76 de cet accord devant l'ONU.

⁴ La diversité des sources ne sont pas unanimes sur les acteurs de la création de l'UPC.

du climat politique qui prédomine de 1948 à 1971. De ce fait, ses stratégies d'informations doivent s'appréhender en deux phases : De 1948 à 1955, l'UPC légale œuvre pour l'expansion de ses idées et son implantation sur tout le territoire. De 1955 (année de son interdiction) à 1971, elle emploie dans l'illégalité, et par le moyen de ses branches armées, des voix dites buissonnières pour continuer son combat. Les résultats mitigés qu'elle réussit ainsi à obtenir reposent essentiellement sur ses organes d'information et de communication.

Les organes d'information et de communication de l'UPC

Les différents organigrammes de l'UPC (de 1949 à 1955 et de 1955 à 1971) ne présentent pas un département de l'information et de la communication. Toutefois, cette absence ne signifie pas que ce parti n'a pas institué cette fonction dans son organisation, puisque ses idées ont été véhiculées, ceci au moyen de nombreuses publications. En fait, la fonction informationnelle et communicationnelle de l'UPC, à la lecture de son fonctionnement, est assurée par des comités. En effet, l'UPC adopte une structure pyramidale hiérarchisée avec de fortes liaisons verticales. Le choix de cette organisation relève de l'association de l'UPC au Rassemblement Démocratique Africain (RDA),⁵ dont elle reproduit le modèle (Joseph, 1986). Ce modèle, en plus d'être à l'image de la sociologie nationale, consacre la proximité avec les populations à la base. De façon générale, il comprend du sommet à la base : un comité directeur composé des membres élus qui représentent eux-mêmes les organismes de base du mouvement. Viennent immédiatement les comités régionaux et centraux qui regroupent des comités de base dans certaines contrées ou divisions administratives. Enfin, suivent les comités de base (comités de villages, comités de quartier, comités d'entreprise) sur lesquelles reposent foncièrement le travail de propagande. La plus haute instance du mouvement est le congrès au sein duquel sont élus le bureau politique et le comité directeur (Joseph, 1986 : 243). C'est au sein du bureau politique qu'est organisé le travail politique. Ainsi, Um Nyobe s'occupe des affaires extérieures et partage les questions doctrinaires avec Félix Moumié, tandis qu'Abel Kingue se charge des affaires intérieures et Ernest Ouandié de la propagande. Dans le cadre des organes de presse du mouvement, les études politiques sont sous la responsabilité de Um Nyobè et de Ouandié (Mintoogue ; 2010-2011 : 51). Spécifiquement, les comités de base ont une fonction éducative, d'information et d'organisation des masses, afin de limiter les campagnes de chantage et d'intimidation de l'administration coloniale française. En plus, l'obligation des tournées existe à tous les échelons de l'organisation. Celles-ci visent le recrutement en masse et consistent en

⁵ Premier parti politique africain interterritorial, animé par Houphouët-Boigny et Gabriel d'Arboussier.

des prises de contacts, de visites à domicile (porte -à -porte) et des entretiens. En outre, les organes de base agissent en qualité de cellules de propagande (Ngoh, 1988 : 124). A travers eux, l'UPC mène auprès des groupes ciblés des campagnes d'endoctrinement. Celles-ci consistent à propager la vision de l'UPC qui est le rejet de la colonisation et de tout ce qui rentre dans son champ lexical (domination, exploitation, féodalisme, impérialisme, administration coloniale, sous-développement et autres). De façon concrète, elles doivent faire adopter, sinon imposer aux Camerounais la doctrine révolutionnaire qui est de transformer l'ordre social établi par les colonisateurs en un nouvel ordre à instaurer au profit des Africains. Donc, en plus du rôle qui consiste à réunir les camarades, les dirigeants des comités de base doivent se considérer comme des « catéchistes de villages ou de quartiers dans lesquels ils assument les responsabilités » (Joseph, 1986 : 244).

Par ailleurs, ayant pour ambition de toucher tous les aspects de la vie du pays et étendre ainsi son audience auprès des catégories sociales en difficultés (femmes, jeunes, travailleurs, étudiants, chômeurs, minorités ethniques), l'UPC s'allie à des organisations de groupes cibles⁶ et crée des structures satellites.⁷ Dans sa stratégie de déploiement, l'UPC soutient le plus fort de l'attaque politique et ses subsidiaires servent de centres de propagande et d'organisation au sein desquels les chefs éventuels ou novices du parti peuvent se former. C'est également sur ces relais que l'UPC s'appuie pour répandre son idéologie auprès de ce que Jean François Bayart a appelé les « cadets sociaux » (Bayart, 1985 : 41). Il s'agit des membres des communautés ethniques ou non, marginalisés, asservis, exploités parmi lesquels se trouvent essentiellement des femmes et des jeunes.

Cependant, au lendemain de son interdiction, l'UPC se disloque en deux tendances : une modérée pilotée de l'intérieur par Um Nyobe et une radicale dirigée de l'extérieur par Félix Moumié. D'organisation purement politique qu'elle était au départ, l'UPC mute en plusieurs organisations paramilitaires ayant pour objectif de continuer la lutte armée contre le colonialisme et tout ce qui l'incarne. Ainsi, sont mis sur pied le Comité National d'Organisation (CNO)⁸ pour l'aile modérée et l'Armée de Libération Nationale du Kamerun (ALNK)⁹ pour la partie radicale. Chacune d'elle met sur pied une structure ayant les

⁶ Le *kumzse* créé en 1947 qui se désolidarise de l'UPC en 1949, le *Ngondo*, l'Union des Syndicats Confédérés du Cameroun (USCC), la solidarité de Babimbi, l'Association Camerounaise des Anciens Combattants, l'Association des Etudiants Camerounais de France, le *Kamerun United National Congress*, les Amis des Nations unies, le Comité de Défense de la Paix, l'Union Nationale des Étudiants Kamerunais (UNEK).

⁷ Union Démocratique des Femmes Camerounaises (UDEFEC) créée en 1952 et Jeunesse Démocratique Camerounaise (JDC) créée en 1954.

⁸ Le CNO voit le jour en 1956 et disparaît en 1958 à la mort de Um Nyobe, secrétaire général de l'UPC. Il se déploie dans la Sanaga maritime et un peu dans le Mungo.

caractéristiques d'une armée. Le CNO se hiérarchise en état-major, districts, régiments et bataillons (Kangueulieu, 2003 : 81). L'ALNK quant à elle, au départ horizontale, car constituée uniquement de quatre directions centrales, adopte en 1961 une structure verticale comprenant du sommet à la base : le quartier général, l'état-major général, les districts, les secteurs et les postes (Kangueulieu, 2003 : 129). En dépit du fait qu'elle soit éjectée de la scène politique légale, l'UPC ne cède pas la scène publique aux formations concurrentes comme le PDC (le Parti des Démocrates Camerounais) d'André-Marie Mbida et l'UC (l'Union camerounaise) d'Ahmadou Ahidjo, qui ont chacun un programme politique et un journal où exprimer leurs idées. La nature et la forme des stratégies d'information dépendant avant tout des contextes et des projets politiques qui préexistent à leur émission, l'UPC reconfigure sa stratégie d'information et de communication pour l'adapter au contexte de conflit ouvert entre elle et les autorités en place. Elle se livre donc à une sorte de guerre d'influence et d'opérations psychologiques, afin de légitimer son usage de la violence. En ce sens, la fonction informationnelle et communicationnelle devient une stratégie de guerre. Elle consiste à convaincre l'opinion nationale/internationale du bien-fondé du choix de l'action armée, de la faire adhérer à l'événement ou d'obtenir au moins sa « mise en veille ». Face à cette situation où les crimes de masse traumatisent l'opinion nationale/internationale, la propagande s'oppose à la contre propagande (censure). Il s'agit en fait, pour chaque partie, de faire perdre la guerre à l'autre par le moyen de la diabolisation, de la diffusion des atrocités commises par l'adversaire. En 1958 par exemple, l'UPC, afin de convaincre l'opinion nationale et internationale de la criminalité de l'Etat sous tutelle, utilise l'expression « forces de répression », parlant des forces armées. Aussi, évoque-t-elle les tortures systématiquement infligées à des femmes et à des enfants de moins de dix ans. En 1959, elle parle d'exécutions publiques, de « hordes françaises », d'extermination de plus de 10.000 combattants, d'emprisonnement de plus de 50.000 personnes (Marc, 1999 : 254). Cependant, en vue d'une efficacité sur le terrain, l'UPC se dote d'outils et de stratégies appropriés.

Les outils et les stratégies d'information et de communication de l'UPC au Cameroun

Informer et communiquer à destination d'audiences élargies suppose l'existence d'un dispositif mobilisant des moyens d'information et de communication de proximité ou de masse. A cet effet, l'UPC fait usage d'un certain nombre d'outils et de moyens pour séduire au maximum

⁹ L'ALNK voit le jour en 1959 et disparaît en 1971, après la mort d'Ernest Ouandié, dernier leader charismatique de l'UPC. Il se déploie dans l'Ouest-Cameroun, le Centre, le Littoral, le Mungo, l'Est et le Sud.

les différentes couches sociales et les faire adhérer à sa cause. Cette partie met en exergue ces outils et ces moyens.

Les outils d'information et de communication de l'UPC

Pour asseoir sa légitimité et sa pertinence, un parti politique a intérêt à consigner et à vulgariser dans différents supports (livres, brochures, dépliants, presses, tracts et autres) accessibles à ses membres, ses militants, ses sympathisants, ses observateurs, ses correspondants, ses soutiens, ses contacts réguliers/occasionnels et ses prospects, son idéologie, sa vision politique, ses symboles, ses valeurs et ses choix stratégiques. Toutefois, bien que structurée de façon verticale, l'UPC légale et illégale optent pour une communication à double sens : vertical et horizontal. Au sens vertical, elle communique du sommet à la base (membres, militants ou sympathisants) et vice versa. Au sens horizontal, elle échange avec ses organes annexes (UDEFEC, JDC). A cet effet, des outils, dont nous avons identifié quatre, ont rempli cette fonction. Il s'agit de la presse écrite, des pétitions, des tracts et de la radio.

En effet, pour un ancrage national, l'UPC édite plusieurs périodiques. Une des limites de notre recherche relève du fait que nous n'en avons connaissance qu'à travers les sources de seconde main. A cet effet, il est difficile d'en faire une analyse critique pertinente quant à leur ligne éditoriale, leur inspiration et leur contenu. Cependant, sur la base des données secondaires glanées, on peut avancer que ces publications ont constitué un véritable contre-pouvoir, une arène d'expression et parfois d'affrontement des diverses tendances qui soutenaient ou non l'indépendance du Cameroun et, selon Eyinga, l'armature principale (Eyinga, 1991 : 37). En outre, dans ce contexte de lutte pour l'indépendance et où les médias étaient au centre de la dynamique de socialisation politique du Cameroun, la presse a participé à la revendication de l'indépendance et a servi à répandre les idées des nationalistes. Il fallait assurer une communication structurée et régulière qui allait du leadership vers la base du parti, mais aussi une communication allant de la base vers le leadership du parti. L'UPC à elle seule publie quatre types de journaux : un mensuel intitulé *La voix du Cameroun*, un bimensuel *Lumière*, un hebdomadaire *Etoile* et un bulletin de la jeunesse, *Vérité* (Ngoh, 1990 : 124). Le taux d'alphabétisation étant élevé dans le sud, il est facile pour l'UPC de faire pénétrer ses idées à tous les niveaux de la société par ces documents écrits. Le mensuel *La voix du Cameroun* par exemple, principal journal, sert de tribune d'exposition des opinions et du programme du parti pour les dirigeants du parti (Levine, 1984 : 192). En ce sens, il sert d'instrument permettant la circulation des informations des organes de direction vers les organes de base. Ceux-ci à leur

tour les transmettent aux composantes sociales de leur localité. De même, ce périodique consacre plusieurs numéros à soutenir les revendications des cadets sociaux.

Par ailleurs, l'UPC ne limite pas son action à l'intérieur du territoire. Elle l'étend au-delà des frontières à travers un nombre impressionnant de pétitions envoyées aux Nations Unies. Chaque année, elle y envoie des dizaines de milliers. Celles-ci ont un triple objectif : palier au problème posé par un système électoral fermé, soulever ceux liés aux méfaits des administrateurs locaux et même de vol de quelques têtes de bétails et faire des requêtes (Joseph, 1986 : 235). Concernant ces dernières, 22 000 sur 33 000 pétitions soumises au Conseil de tutelle militent en faveur de l'unification des deux Cameroun (Deltombe *et al.*, 2012 : 82). Aussi, critique-t-elle le système d'exploitation du Cameroun par la France, lequel garantit les intérêts des Français au détriment des Camerounais. Du fait de ces pétitions, l'UPC est autorisée par la quatrième commission de l'ONU à s'exprimer à sa tribune. Um Nyobe se rend donc en 1952, 1953 et 1954 aux Nations unies pour présenter et défendre les revendications de l'UPC (réunification des deux Cameroun, révision des accords de tutelle, fixation d'une date pour l'indépendance). En 1958 et 1959, c'est Moumié qui s'y rend pour réclamer l'indépendance et la réunification immédiates, l'amnistie générale et l'organisation des consultations électorales avant l'indépendance. En réponse à son déploiement aux Nations unies, une petite guerre de pétitions s'ouvre entre elle, la France et les conseillers territoriaux camerounais. Elle parvient cependant à obtenir la pression des Nations Unies sur la France, lui demandant de faire avancer le processus vers l'autonomie ou l'indépendance. Pareillement à l'échelle nationale, elle réussit cependant, face aux contradictions de l'administration coloniale, à prendre de l'ascension à l'ONU (Eyinga, 1991 : 74). Toutefois, si ses multiples interventions aux différentes instances des Nations Unies, notamment celles situées entre 1952 et 1955 contribuent à faire naître une véritable conscience politique au Cameroun, elles favorisent cependant la détermination de la France à en découdre avec ce mouvement. La France établit alors un ordre répressif qui ne s'accorde d'aucune forme d'expression ouverte sur la gestion des affaires du Cameroun. Pour contourner ce dispositif de surveillance établi et continuer à impacter les esprits, L'UPC pratique la subversion par l'information. A cet effet, un nombre impressionnant de tracts est diffusé au Cameroun des années 1950 à 1970.

Ainsi, à travers la distribution et les affiches des feuilles ou des brochures de propagande politique, l'UPC diversifie ses canaux d'information et de communication. Ces tracts dactylographiés ou manuscrits sont aujourd'hui difficiles à retrouver. Les traces existantes sont des ronéotypes annexés à certaines archives de cette époque et à certains travaux s'intéressant

au mouvement nationaliste au Cameroun, les versions originales ayant pour la plupart disparu ou s'étant dégradées avec le temps. Véritable instrument de mobilisation et de propagande, les tracts upécistes sont rédigés dans les langues les plus audibles, c'est-à-dire en langues locales et en français (Mintoogue, 2010-2011 : 99). Chaque semaine, un nombre important est distribué de main en main. Cependant, dans le cadre de l'action clandestine de l'UPC, ils sont retrouvés soit dans les rues, parfois sur les cadavres, ou même fixés sur des portes d'habitations désertes, tantôt signés du nom de son auteur, tantôt anonymes. Ainsi, est-il donc parfois difficile pour les forces de l'ordre de les attribuer à l'ALNK ou aux groupes de délinquants exploitant la situation de guerre existante entre l'UPC et les autorités en place. Dans ce contexte de monopolisation du système d'information et de communication par les autorités en place, les tracts sont restés le principal moyen de propagande, visant à influencer le cours des événements, ceci en raison de leur mode de production qui échappe à la censure de l'édition officielle et au dépôt légal. Ces diatribes, toujours plus virulentes, se rapportent à divers aspects de la lutte politique. A travers elles, les auteurs appellent les Camerounais au boycott des élections, parfois rejettent l'indépendance à octroyer au Cameroun le 1^{er} janvier 1960, ou dénoncent inlassablement les intentions égoïstes des colonialistes, les crimes et tortures odieux infligés aux Camerounais par le régime d'Ahmadou Ahidjo. Souvent, ils y menacent tous ceux qui soutiennent le régime. En outre, pour avoir plus d'impact, ces sortes de pamphlets annoncent la création d'un Gouvernement Provisoire Kamerunais en exil et revendiquent certaines incursions. Cependant, au regard de l'usage de ces outils, on constate que dans sa mouvance, l'UPC a trois principaux objectifs à atteindre : éduquer, persuader et influencer, d'où ses stratégies d'information et de communication.

Les stratégies d'information et de communication de l'UPC

Dans sa dynamique d'implantation sur tout le territoire, de déconstruction de l'image d'« organisation communiste »¹⁰ construite par l'administration française et de justification de l'usage de la violence comme solution au problème camerounais, l'UPC développe des stratégies d'information et de communication. Celles-ci sont la stratégie pédagogique, la stratégie de persuasion et la stratégie d'influence. La première relève de la formation des masses et de l'adaptation du message diffusé à l'environnement psychologique et sociologique de celles-ci. La deuxième, quant à elle, renvoie à l'adhésion au programme et aux choix de

¹⁰ Expression utilisée par A. Eyinga dans son ouvrage *L'UPC une révolution manquée ?*, Paris, Editions Chaka., 1991, p. 35.

l'UPC, et la troisième, à la manipulation des esprits. Toutes ces stratégies se mettent en œuvre par le moyen des meetings, de la propagande et de la rumeur.

En effet, les meetings, à la base de l'action de propagande de l'UPC, ont pour but de recruter et de former en particulier les membres et les Camerounais en général à la pratique de l'activité politique. Débutés le 22 juin 1948 à la salle des fêtes d'Akwa à Douala (Eyinga, 1991 : 30), ils se développent par la suite et jouent un rôle évident dans l'influence qu'exerce pendant des années le parti sur les esprits des Camerounais (Deltombe *et al.*, 2012 : 95). En majorité organisées dans la période allant de 1948 à 1955, ces réunions publiques portent sur des questions relatives à l'actualité politique camerounaise, à la gouvernance du pays, aux objectifs du parti et à la construction d'une conscience nationale. Dans cette mouvance, les militants de l'UPC, plus encore les leaders, multiplient les campagnes dans différentes zones du pays, s'appuyant sur les frustrations et les mécontentements sociaux pour développer leur argumentation. Cette méthode de conquête des consciences leur permet toutefois, d'obtenir quelques fiefs dont la Sanaga Maritime, Douala, le Mungo et la région bamiléké.¹¹ En plus de ces meetings ordinaires, des rassemblements extraordinaires sont organisés par Um Nyobe aux lendemains de ses prestations aux Nations Unies. Ceux-ci ont alors pour but de faire part, sinon de rassurer ses diverses cibles de ses exploits face aux détracteurs de l'UPC et de ses revendications devant l'instance garante de la tutelle de la France sur le Cameroun. Cependant, la capacité de mobilisation de l'UPC ainsi que les adhésions que cela entraînent, suscitent une réaction d'opposition de la part de l'administration coloniale française, qui décide d'interdire et de disperser les regroupements de plus de deux personnes dès 1953. Outrepassant ces mesures, l'UPC continue d'organiser des meetings. Par exemple, d'avril à mai 1955, de nombreux meetings sont tenus par les responsables locaux de l'UPC à Mandjo, Njombe, Nkongsamba et Manengoteng (Mbembe, 1996 : 319). Au cours de la même période, Roland Pré, alors haut-commissaire de la France au Cameroun, fait une conférence de presse pour attaquer l'UPC. Moumié contre-attaque en organisant un meeting pour démentir les propos de Roland Pré. Faisant usage des mesures à prendre face à cette rencontre, l'armée coloniale française décide d'intervenir, ouvrant ainsi la voie à une série de violences sur lesquelles s'appuie l'administration pour interdire l'UPC par décret le 13 juillet 1955. Toutefois, si les meetings entraînent dans une certaine mesure l'interdiction de l'UPC, ceux-ci lui fournissent

¹¹ L'ancrage de l'UPC dans ces régions est dû au fait que c'est dans ces zones que se trouve la majorité des mécontents du système colonial français. A ce sujet, lire Deltombe T., *et al.*, (2012), *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la francafrique 1948-1971*, Yaoundé, Edition La Découverte, pp. 85-87.

cependant une arme de persuasion et d'influence dont elle ne se séparera pas et qu'elle continuera d'utiliser dans la clandestinité, à savoir la propagande.

Selon le bréviaire des propagandistes,

La propagande suscite l'adhésion à une cause par des techniques de communication. Elle ne sert pas à vendre une chose désirable (comme la publicité) ou à enseigner un savoir vrai et utile (comme la pédagogie) ou à convaincre d'une thèse controversée (comme la rhétorique). Il ne s'agit pas non plus de répandre des dogmes (comme le prosélytisme) ou de transformer des adeptes en robots obéissants (comme le lavage de cerveau dans les sectes). Il s'agit d'une performance combinant tout cela à un degré ou à un autre : persuader plus mobiliser.¹²

Conçue ainsi, la propagande s'utilise en situation d'opposition, où le propagandé a un choix à faire, et donc de conquête de l'opinion. De ce fait, elle a pour objectif de faire entrer dans un cerveau humain, et dans des proportions diverses, des informations (énoncés, assertions, descriptions de la réalité), des représentations (symboles, catégories générales, images de certaines réalités abstraites comme la nation, le prolétariat ou le droit), des valeurs (nationalisme, indépendance, autonomie), des décisions et des émotions (régime fantoche, impérialiste).¹³ Pour atteindre ces objectifs, elle recourt au discours et aux relations publiques. La propagande semble donc renvoyer à un processus, souvent de nature idéologique, visant à emporter la conviction d'un groupe d'individus, en réduisant au maximum le libre-arbitre de ces derniers, notamment au travers de l'utilisation de la contrainte ou de la violence psychologique (Briec Le *et al.*, 2007 : 146). En effet, dans le contexte de son déploiement au Cameroun de 1948 à 1971, l'UPC s'appuie primordialement sur la propagande pour s'implanter, se maintenir et faire face à ses adversaires. Cette action constitue son mode privilégié de communication politique, sinon le socle de sa stratégie. Comme on a pu le constater plus haut, son organisation (organe directeur, comités centraux, régionaux et de base) et ses outils de communication (presses, tracts, pétitions, radio) servent la propagande. Même ses soutiens extérieurs (Khartoum, Caire, Prague, Berlin-Est, Moscou, Pékin), après qu'elle a pris le maquis sont exploités à cette fin. Aussi, fonde-t-elle son argumentaire sur la diabolisation du colonialisme et tout ce qui l'incarne. Ainsi, dans un premier temps, de 1948 à 1955, elle exploite toutes les disparités sociales qui existent au Cameroun (colon/colonisé, oppresseur/oppressee, riche/pauvre, blanc/noir, Français/peuples camerounais, jeune/vieux ou encore autochtone/allogène) à des fins de conquête de l'espace public. Autour de l'idéologie

¹² Le bréviaire des propagandistes online, http://www.huyghe.fr/dyndoc_actu/44c68f4d83b31.pdf consulté le mardi 30 septembre 2014 à 18 h 57:10.

¹³ *Ibid.*

du « nationalisme révolutionnaire » (Joseph, 1986 : 227), elle prône la transformation de l'ordre social établi par les colonisateurs en un nouvel ordre à instaurer au profit des Africains. A cet effet, les concepts d'unification et d'indépendance sont prêchés comme exutoires. Cependant, en exposant dans les meetings ou dans la presse toutes les formes de discrimination (raciale, sociale, de genre), elle entend être l'avocat des intérêts des mécontents et des victimes des abus et des injustices de toutes sortes. Dans les zones rurales et urbaines, les comités de base jouent pleinement ce rôle. Ils mettent tout en œuvre pour coller une étiquette à la France et aux Camerounais (chefs traditionnels et fonctionnaires) qui jouent le jeu de celle-ci. Cette méthode du « *namecalling* »¹⁴ en français étiquette péjorative, consiste à accoler simplement un nom au camp adverse pour évoquer des images négatives et contrôler l'aspect réel ou imaginaire de son identité. Elle relève donc du pouvoir de dénomination, en ce sens que celui-ci commence par le fait « de nommer et de circonscrire le champ du pensable et du discutable ».¹⁵ Dans cette logique, l'UPC traite alors la France de « colonialiste » et tous ses alliés de « valets du colonialisme » (Joseph, 1986 : 236). Par opposition à celui de « communiste » dont elle est taxée par la France, elle fait usage du « *glittering generalities* » en français brillantes généralités, qui consiste pour le propagandiste à s'accorder un terme ou expression évoquant le bien, le juste, le beau ou renvoyant à ce qu'il désire promouvoir. Dans cet ordre d'idées, l'UPC se présente alors selon les contextes soit comme un « mouvement de libération national », soit comme un « parti non tribal » (Joseph, 1986 : 237). En somme, dans cette première phase, le déploiement de l'UPC repose sur trois principaux leviers : celui de l'adhésion (faire accepter son idée et son parti comme bon), celui du rejet (présenter le régime colonial, les systèmes d'exploitation, de discrimination et de domination comme mauvais) et celui de la répétition des thèmes principaux (unification, indépendance).

En outre, de 1956 à 1971, les groupes paramilitaires (CNO, ALNK) issus de la dislocation de l'UPC se présentent sous les traits des résistances camerounaises luttant contre un ennemi supérieurement armé qui abuse de sa force, en méprisant les droits des peuples camerounais. Le slogan ainsi développé, notamment à partir de 1959 par l'ALNK est « vaincre ou mourir ». Ses dirigeants procèdent alors par l'appel à la peur, la fausse connexion, l'unanisme et l'effet moutonnier. Ces méthodes ont pour but de discréditer le gouvernement d'Ahmadou Ahidjo, d'obliger la communauté internationale à revenir sur la résolution fixant l'indépendance du

¹⁴ L'Institut for propaganda analysis (IPA) après analyse de la propagande dans la période de l'entre-deux guerres, a dénombré « 7 principes » utilisés par les propagandistes : *namecalling*, *glittering generalities*, *transfer testimonial*, *plain folks*, *cards tacking*, and *bandwagon*) devenus des « classiques » aux USA.

¹⁵ Le bréviaire des propagandistes online, http://www.huyghe.fr/dyndoc_actu/44c68f4d83b31.pdf consulté le mardi 30 septembre 2014 à 18 h 57:10.

Cameroun sous tutelle de la France au 1^{er} janvier 1960 et de rejeter celle qui est octroyée à cette date. A travers les tracts, unique moyen de propagande, Félix Roland Moumié et Ernest Ouandié incriminent la France et le gouvernement d'Ahmadou Ahidjo, les rendant responsables de la situation de guerre existante. A l'inverse, ils présentent celle qu'ils mènent comme servant de nobles buts : obtenir l'indépendance véritable du Cameroun et empêcher que le pays ne tombe entre les mains des tyrans. Toutefois, afin de faire adhérer et mobiliser les Camerounais à sa lutte, un répertoire d'atrocités du camp adverse est dressé et publié. Il en sera ainsi, jusqu'à l'assassinat du dernier leader charismatique de l'UPC, Ouandié Ernest en 1971. Par ailleurs, si la propagande upéciste a eu pour but de dramatiser la situation existentielle en sa faveur, elle est cependant enrichie par une autre action tout aussi cathartique qu'est la rumeur.

En effet, étant considérée comme un moment de manifestation et de construction de la parole publique par braconnage du fait qu'elle n'a pas d'auteur visible et identifiable et que ceux qui la font circuler sont à peu près invisibles et loin de toute possibilité de poursuite (Abé, 2008 : 13), il est difficile d'attribuer la majorité des rumeurs qui ont circulé au cours de cette période à l'UPC et à ses groupes paramilitaires. Toutefois, ce mode d'expression a été manipulé par ses militants pour servir la cause du mouvement. A cet effet, plusieurs rumeurs, dont celle des « coupeurs de tête » (Mintoogue, 2010-2011 : 101) et celle développée autour de la vaccination ont contribué à alimenter la guerre entre l'ALNK et les autorités en place. Cependant, qu'obtient l'UPC comme résultats suite à la mobilisation de ces moyens, outils et stratégies d'information et de communication ?

L'impact sociopolitique des stratégies d'information et de communication de l'UPC au Cameroun

Développé et mis sur pied en vue de servir ses objectifs politiques, sociaux ou économiques, l'arsenal informationnel et communicationnel de l'UPC lui permet d'obtenir des résultats mitigés. D'une part, il permet de séduire une masse importante de Camerounais qui y adhèrent, d'autre part, cette séduction favorise la récupération des objectifs de l'UPC et attire contre elle l'hostilité des administrations française et camerounaise et des autres partis politiques.

Le fort ancrage de l'UPC au Cameroun

Grâce à ses organes, ses outils et ses stratégies d'information et de communication, l'UPC réussit à avoir un fort ancrage au Cameroun. A travers ceux-ci, elle se connecte aux réalités

sociales camerounaises, ce qui lui vaut l'affection de la population vis-à-vis de sa politique. En effet, par le biais de ses instruments de communication, le parti parvient à tisser des liens étroits avec des segments de la population qui constituent ses groupes cibles de premier choix (femmes, jeunes, agriculteurs, désœuvrés, fonctionnaires et autres). Sa large propagande écrite et orale, à base de chants, de contes, de veillées satiriques (Deltombe *et al.*, 2012 : 95), de meetings, de tracts, ou de pétitions est menée autour des besoins, intérêts et attentes de ces groupes. Il s'établit donc une collaboration réelle et effective entre le parti et ces groupes sur des questions aussi bien politiques que sociales. De 1948 à 1950, elle dispose de partenaires véritables avec les organisations ou regroupements dans lesquelles se retrouvent ses groupes cibles et d'une capacité de mobilisation forte et effective, grâce à ces populations cibles qui constituent ses militants. Entre sa naissance et les émeutes de mai 1955, nombreux sont les gens pour qui l'UPC représente le parti de l'avenir (Deltombe *et al.*, 2012 : 91). Selon le rapport du directeur de la sûreté Pierre Divol, on comprend quel impact a l'UPC sur la vie politique au Cameroun et, par ricochet, la menace qu'elle représente pour les intérêts de la France au Cameroun. Plus concrètement, il y ressort que :

Pour un grand nombre, l'UPC est avant tout le « mouvement camerounais », celui qui veut et obtiendra l'« indépendance », le seul à « ne pas craindre l'administration ». On croit en lui, sans trop chercher à comprendre ni à vérifier. Il s'est créé un mythe de l'UPC, de la puissance upéciste, de la bienfaisance upéciste, qui suffit à beaucoup par naïveté, crainte ou intérêt (n'oublions pas ceux qui sont sincères) (Deltombe *et al.* 2012 : 91).

En fait, l'UPC réussit à conquérir des fiefs acquis à sa cause, ce qui lui permet d'influencer la politique aux niveaux local, régional et national. En 1958 par exemple, les choses s'accélèrent brusquement. Un premier projet de transfert des compétences est adopté par l'Assemblée Législative du Cameroun (ALCAM) en juin, un second qui récupère l'ancien programme de l'UPC en octobre : indépendance, réunification, saisine de l'ONU en vue de la levée de la tutelle, mais en y ajoutant l'association avec la France l'est également. La décolonisation s'accélère alors, non pas parce que le général de Gaulle aurait été spécialement favorable à Ahidjo, mais parce que le contexte de liquidation coloniale s'accentue (Marc, 1999 : 250). Autant dans les centres urbains que dans les centres ruraux, elle s'assure d'un ancrage en créant des canaux de communication et des passerelles qui permettent aux populations de comprendre l'idéologie, la vision et le programme du parti et d'y adhérer. Cependant, vu les enjeux du contexte politique prédominant, ce programme est mimé, sinon récupéré par d'autres organisations politiques qui entrent en compétition avec elle.

Le réveil de l'opposition

Dans son expression, l'UPC réussit à créer et à réveiller l'opposition au Cameroun. De ce fait, deux idéologies entrent en compétition. Il s'agit d'une part, du sentiment indépendantiste entretenu par l'UPC, les mécontents et les défavorisés des systèmes colonial français ou féodal africain, et d'autre part, se développe un néocolonialisme incarné par la France, les partis politiques, les associations ethniques et les dirigeants politiques défendant sa cause. Une guerre de préemption entre dans l'impasse entre l'UPC et l'administration française via les partis politiques adverses (Bayart, 1985 : 32-34). Ceux-ci s'emploient donc à contrecarrer toutes les actions de l'UPC et ne tardent pas à établir des postes avancés à New York pour rendre caduques les revendications de l'UPC. Dans cette mouvance, la classe politique camerounaise se subdivise en trois tendances : les radicaux, les modérés et les conservateurs. Les radicaux, exclusivement l'UPC, envisagent une révolution, c'est-à-dire la transformation de l'ordre social établi par les colonisateurs en un nouvel ordre à instaurer au profit des Africains. Les modérés, dominés par le Mouvement d'Action d'Union Nationale (MANC), plaident un rassemblement de toutes les tendances, revendentiquent la réunification et l'indépendance dans les plus brefs délais et la décolonisation authentique dans le respect des libertés fondamentales. Les conservateurs quant à eux, subdivisés en deux approches partagent le désir d'une indépendance progressive, le maintien de la présence française, la tiédeur à l'égard de la réunification des deux Cameroun, le souci de laisser aux notables traditionnels un certain nombre de prérogatives et, principalement, la peur d'une victoire de l'UPC. A l'issu du jeu politique entre les différentes parties en compétition, et surtout à cause de son radicalisme, l'UPC perd ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui sa « capacité de nuisance » sur le terrain et se voit confisquer ses revendications d'indépendance et de réunification. Sa stratégie échoue sur tous les plans. Au niveau international, elle ne réussit pas à convaincre la communauté internationale. Au niveau local, elle ne parvient pas non plus à être la force la plus représentative du pays, quoi que populaire (Marc, 1999 : 257).

Conclusion

Il était question à travers ce travail, de mener une réflexion sur l'usage par une organisation politique de l'information et de la communication à des fins de manipulation, de persuasion, de feinte, de dissuasion, ou de propagande. A cet effet, il revenait de répondre à la question relative aux actions coordonnées par l'UPC visant à créer et articuler les relations sociales au Cameroun en vue de servir ses objectifs politiques, sociaux ou économiques. Il s'est donc agi, à travers cette étude, d'analyser dans le contexte de la décolonisation, les systèmes de

représentations dont a disposé ce parti et à partir desquels il a conçu ses actions. Il ressort ainsi de notre argumentaire que l'UPC, dès sa création, s'est dotée de trois types d'instruments d'information et de communication afin d'atteindre ses objectifs politiques et sociaux. Il s'agit de son organisation, de ses écrits et de ses stratégies politiques. Concernant son organisation, l'UPC met sur pied une structure pyramidale afin d'assurer une communication régulière allant du leadership vers la base du parti et vice-versa, avec un accent tout particulier cependant sur la base, principal moteur de sa propagande. Quant aux documents écrits, elle fait paraître plusieurs publications, allant de la presse écrite aux tracts, en passant par les pétitions. A travers eux, elle s'infiltre partout sur le territoire et même sur la scène internationale pour se faire entendre. Au sujet de ses stratégies politiques visant la formation, la persuasion et l'influence, elle réussit à modeler la vie politique au Cameroun. Toutefois, chacun de ces instruments est à sa juste mesure, mis au service de la propagande par l'UPC. En effet, dans le contexte de son déploiement au Cameroun de 1948 à 1971, l'UPC s'y appuie primordialement, faisant d'elle son principal arsenal dans la lutte pour la libération du Cameroun du joug colonial. C'est grâce à elle qu'elle réussit à séduire une masse importante de population et d'éveiller les consciences. Cependant, même si elle ne parvient pas à atteindre ses objectifs d'elle-même, ceux-ci sont néanmoins partiellement atteints par ses adversaires, preuve qu'elle a réalisé une communication adaptée à la conjoncture et assez efficace, en ce sens que quelques objectifs (indépendance et réunification) préalablement fixés ont été atteints, certes pas par elle, mais par son influence.

Bibliographie

- Abé, C. 2008. Le populaire comme catégorie d'observation des dynamiques d'interpellation du politique. 12e Assemblée générale Administrer l'espace public africain, Yaoundé, CODESRIA.
- Bayart, J. F. 1985. L'Etat au Cameroun Paris. PFNSP.
- Le Gouvello de la Porte, B., & Huyghe, F (Sous la dir.). 2007. Les stratégies d'information et de communication du Hezbollah libanais. Association de l'Ecole de Guerre Economique.
- Deltombe, T., Domergue, M., & Tatsitsa, J. 2012. Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la françafrigue 1948-1971. Yaoundé, Edition Ifrikiya.
- Eyinga A. 1991. l'UPC une révolution manquée ?. Paris, Editions Chaka.
- Joseph R. 1986. Le mouvement nationaliste au Cameroun. Paris, Karthala.

- KangueulieuTchouake, M. 2003. La Rébellion armée à l'Ouest Cameroun (1955-1971) : Contribution à la connaissance du nationalisme camerounais. Yaoundé, Édition Saint-Siro.
- Levine, V. T. 1984. Le Cameroun du mandat à l'indépendance. Dakar, Présence africaine.
- Mbembe A. 1996. La naissance du maquis dans le sud-Cameroun (1920-1960). Paris, Karthala.
- Michel, M. 1999. Une décolonisation confisquée? Perspectives sur la décolonisation du Cameroun sous tutelle de la France 1955-1960. *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 86/324-325, 2e semestre.
- Mintoogue J.Y. 2011. L'«indigène» comme acteur politique. Militantisme et formes de participation politiques dans l'Union des Populations du Cameroun (UPC) 1948-1955. Mémoire de Master 2, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Ngoh, V. J. 1988. Cameroun 1884-1985: cent ans d'histoire. Yaoundé, CEPER.
- Le bréviaire des propagandistes online,
http://www.huyghe.fr/dyndoc_actu/44c68f4d83b31.pdf consulté le mardi 30 septembre 2014 à 18 h 57:10.

Cet article est protégé par les droits d'auteur de l'auteur. Il est publié sous une licence d'attribution Creative Commons

(CC BY NC ND 4.0 <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.fr>) qui permet à d'autres de copier et de distribuer le matériel sur n'importe quel support ou format, sous une forme non adaptée, à des fins non commerciales uniquement, et à condition que l'auteur soit cité et que la publication initiale ait lieu dans ce journal.



This article is copyright of the Author. It is published under a Creative Commons Attribution License (CC BYNC ND 4.0 <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>) that allows others to copy and distribute the material in any medium or format in unadapted form only, for noncommercial purposes only, and only so long as attribution is given to the creator and initial publication in this journal.